

Pour mieux comprendre les difficultés financières des exploitations agricoles

François COLSON*
Vincent CHATELLIER*
Alain BLOGOWSKI**

*INRA-ESR-Nantes,
**DAFE-BEP

La réforme de la PAC et les accords du GATT se traduisent par un accroissement des incertitudes dans le secteur agricole. Dans ce nouveau contexte, une meilleure connaissance des écarts de performances économiques apparaît nécessaire pour mieux comprendre les trajectoires des exploitations, croissance et développement pour certaines, stagnation, décapitalisation voire cessation d'activité pour d'autres.

En économie de marché, la performance économique d'une entreprise mesure sa capacité à affronter la concurrence des autres unités produisant les mêmes biens. Elle est toujours relative aux résultats obtenus par les autres entreprises, voisines géographiquement ou plus éloignées, mais présentes sur le même marché européen. Cette capacité concurrentielle, qui évolue dans le temps en fonction des innovations mises en œuvre et des investissements réalisés, traduit à la fois l'efficacité technique de l'entreprise et son positionnement tant à l'achat qu'à la vente par rapport aux prix des facteurs et des produits.

En agriculture, ces écarts de performance entre les exploitations sont le plus souvent étudiés en terme de revenu agricole. Dans le cadre de cet article, nous proposons de dépasser ce seul indicateur pour définir la performance économique en prenant également en considération la situation de chaque exploitation sur le plan de son efficacité productive, de sa capacité à faire face à ses dettes et de ses disponibilités en autofinancement. Une typologie en cinq classes de performances économiques (encadré page suivante) a été appliquée à l'échantillon RICA. Elle permet de cerner les principales caractéristiques structurelles des

exploitations, leurs résultats économiques, l'évolution de leurs situations financières sur la période 1990-1992.

Des écarts de performance dans toutes les classes de dimension

Toutes orientations de production confondues, le potentiel de production, exprimé par la marge brute standard et la disponibilité en main d'œuvre, augmente avec la performance économique (tableau 1). Pour la SAU et le cheptel d'UGB herbivores, les tendances observées reflètent pour une grande part, le poids plus important d'un côté des exploitations d'élevage dans les groupes à faibles performances et de l'autre, des exploitations viticoles et arboricoles dans celles à performances élevées¹. Quelle que soit la taille de l'outil de production², il existe des exploitations très performantes et d'autres qui le sont peu. On observe cependant une situation plus favorable dans les grandes exploitations (graphique 1). Le volume de production est certes un facteur qui influence fortement la productivité et le revenu du travail, mais l'efficience technique, le mode de financement et le niveau des prélèvements

1. Dans le cadre de cet article, nous présentons les résultats de l'étude menée toutes exploitations agricoles confondues. Pour affiner cette analyse, des approches spécifiques ont été conduites pour toutes les orientations de production à partir de leurs propres valeurs médianes de ratios (COLSON, CHATELLIER, 1995).

2. La marge brute standard a été utilisée pour répartir les exploitations en classes de dimension économique.

La typologie des classes de performance économique

La typologie de la performance économique s'appuie sur la combinaison de la position relative de chaque exploitation par rapport à la médiane de quatre ratios d'analyse de résultats de la population à laquelle elle se rattache. Les quatre indicateurs retenus sont les suivants : le revenu par travailleur familial (RNE/UTAF) qui est un des indicateurs - clés de la pérennité des entreprises agricoles ; l'efficacité productive qui rapporte la valeur ajoutée brute au produit brut (VAB/PB) ; la capacité à autofinancer de nouveaux investissements, égale à la valeur de l'autofinancement net rapportée à l'actif total (AFN/TB) ; la capacité à faire face au service de la dette, mesurée par le ratio service de la dette sur excédent brut d'exploitation (SD/EBE). Ce dernier ratio, proche des indicateurs de mesure du risque financier, s'en distingue par la prise en compte de l'excédent réel dégagé par l'exploitation (EBE) qui se répartit entre le service de la dette, les prélevements privés et l'autofinancement des nouveaux investissements.

Pour chacun des quatre indicateurs choisis, la position d'une entreprise par rapport à la médiane permet d'apprécier sa performance relative. Ce positionnement a été réalisé à partir de la moyenne des ratios sur trois exercices comptables successifs (1990, 1991, 1992) pour accroître la précision du diagnostic et atténuer les effets conjoncturels (climatiques, techniques, économiques).

Chaque exploitation (j) obtient une note (N_j) correspondant à la somme des notes (n_{ij}) caractérisant l'exploitation (j) par rapport à la médiane (M_i) de chacun des quatre ratios (r_i). La note est égale à zéro quand la position de l'entreprise est défavorable ($n_{ij} = 0$ si $r_{ij} \leq M_i$) et égale à 1 quand elle est favorable ($n_{ij} = 1$ si $r_{ij} > M_i$). Pour l'indicateur de charge de la dette ($r_3 = SD/EBE$), la position favorable de l'entreprise correspond à une note inférieure à la médiane ($n_{3j} = 1$ si $r_{3j} < M_{3j}$). En réalisant le cumul des notes ($N_j = \sum n_{ij}$), on distingue cinq classes de performances économiques.

- «Très faible» : les quatre ratios de l'exploitation sont inférieurs à la médiane du groupe d'appartenance [$N_j = 0$].
- «Faible» : trois des quatre ratios de l'exploitation sont inférieurs à la médiane du groupe d'appartenance [$N_j = 1$].
- «Moyenne» : deux des quatre ratios de l'exploitation sont inférieurs à la médiane du groupe d'appartenance [$N_j = 2$].
- «Elevée» : un des quatre ratios de l'exploitation est inférieur à la médiane du groupe d'appartenance [$N_j = 3$].
- «Très élevée» : les quatre ratios de l'exploitation sont supérieurs à la médiane du groupe d'appartenance [$N_j = 4$].

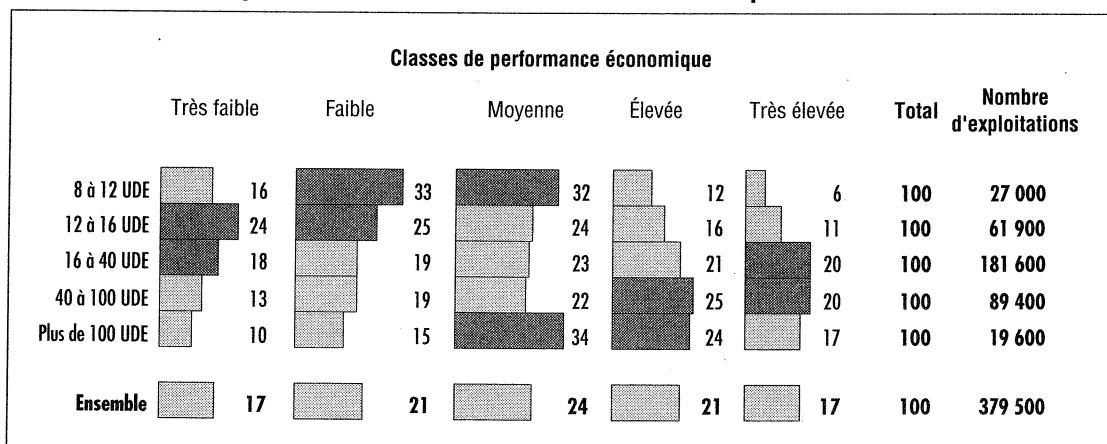
Tableau 1
Structure et productivité des exploitations

	Classes de performance économique					Ensemble
	Très faible	Faible	Moyenne	Élevée	Très élevée	
Marge brute standard (millier d'ECU)	38	42	48	50	51	46
Unité de travail agricole	1,5	1,7	1,8	1,8	1,9	1,7
Unité de travail agricole familial	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5
Superficie agricole utile (ha)	51	47	48	48	41	47
UGB herbivores	35	32	31	28	24	30
Répartition des exploitations (%)	17,2	20,7	24,1	20,7	17,2	100,0

Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

Graphique 1
Répartition des exploitations selon la dimension économique

En %



Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

familiaux conduisent certaines exploitations de petite dimension économique à être présentes dans les classes de performances élevées.

La proportion d'exploitations dont les performances sont supérieures à la moyenne varie peu en fonction de l'âge du chef d'exploitation. Pour les agriculteurs de moins de 35 ans, la performance économique de l'entreprise n'est pas corrélée avec le niveau de formation. Quels que soient les diplômes agricoles du chef d'exploitation, la proportion d'entreprises est quasi identique dans chacun des groupes de la typologie. La formation initiale n'est apparemment pas un indicateur discriminant de la compétence professionnelle des agriculteurs. En l'état de nos connaissances et des informations disponibles, il est impossible d'identifier les facteurs explicatifs qui déterminent la capacité de l'agriculteur à prendre les décisions les plus appropriées en fonction des structures et du potentiel de production de son exploitation, de la conjoncture (marché et politique agricole) et de ses projets personnels.

d'efficacité productive (valeur ajoutée brute/produit brut) de 55 % contre 41 % en moyenne.

Le résultat net d'exploitation par travailleur familial, qui mesure la capacité des exploitations à rémunérer le travail de l'exploitant et de sa famille, augmente fortement avec le niveau de performance. En moyenne de 66 000 F pour l'ensemble de l'échantillon, il passe de 4 000 à 138 000 F entre les deux classes extrêmes. La limitation des prélèvements familiaux dans les exploitations peu performantes n'est pas suffisante pour leur permettre de dégager un autofinancement net positif. En revanche, les exploitations très performantes parviennent à dégager un autofinancement satisfaisant tout en ayant des niveaux de prélèvements familiaux conséquents. Ces écarts se répercutent sur la trésorerie des exploitations et leur dynamique d'évolution, les moins performantes étant contraintes à la décapitalisation alors que les plus performantes manifestent des rythmes élevés d'investissement sans détérioration des équilibres financiers.

Des rythmes de croissance élevés pour les exploitations performantes

Les résultats économiques des exploitations selon les classes de performances économiques reflètent la situation contrastée de l'agriculture française. Le produit brut (net des achats d'animaux), est de 427 000 F pour les exploitations les moins performantes contre 676 000 F pour celles dont les performances sont les plus élevées. Sur la période étudiée, il diminue pour les premières et augmentent pour les secondes (tableau 2). Les exploitations les plus performantes réalisent une très bonne utilisation de leurs consommations intermédiaires avec un ratio

Ces différences de résultats proviennent de l'effet conjoint de plusieurs facteurs (efficacité volume, efficacité prix, rendements techniques, fragilité financière, etc.) et notamment de la productivité du travail (VAB/UTA) et du produit brut par hectare, qui doublent l'un et l'autre entre les deux classes extrêmes de performance économique. Le rapport entre la valeur ajoutée brute réellement dégagée par l'exploitation et sa valeur ajoutée potentielle, estimée par la marge brute standard, varie de 1 à 2,5 entre les classes extrêmes. Cet indicateur se révèle également particulièrement pertinent pour mesurer la performance économique des exploitations et leur capacité d'évolution par rapport aux autres (tableau 3).

**Tableau 2
Résultats économiques**

	Classes de performance économique					Ensemble
	Très faible	Faible	Moyenne	Élevée	Très élevée	
Produit brut (millier de F)	427	509	617	650	676	579
Variation Produit brut (1990-92) (%)	- 1	+ 1	+ 5	+ 6	+ 7	+ 3
Valeur ajoutée brut/PB (%)	26	33	39	47	55	41
Résultat net/UTAF (millier de F)	4	27	61	100	138	66
Prélèvements familiaux (millier de F)	57	70	99	157	153	107
Autofinancement net (millier de F)	- 51	- 17	+ 8	+ 27	+ 103	+ 13
Actif total (millier de F)	1 063	1 195	1 361	1 489	1 523	1 330
Variation actif total (1990-92) (%)	- 7	- 4	+ 2	+ 3	+ 10	+ 2

Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

Les risques financiers augmentent pour les moins performants

Les difficultés financières de certaines exploitations agricoles sont, sur le long terme, la manifestation d'une efficacité économique plus faible que la moyenne des exploitations de leur orientation de production. Mettre en relation performance économique et situation financière³ des entreprises agricoles permet d'expliquer l'origine de la montée des risques financiers dans l'agriculture française (tableau 4). En 1990, près de 55 % des exploitations présentent un risque financier nul et 9 % un risque élevé. La proportion d'exploitations à risque élevé décroît avec l'élévation de la performance économique. Elle est très forte pour les exploitations les moins performantes (25 %) et très faible pour celles qui enregistrent de très hautes

3. Pour répartir les exploitations en fonction du risque financier, nous avons utilisé une typologie issue de nos précédents travaux et basée sur la combinaison de trois indicateurs financiers (encadré).

performances (1 %). Entre 1990 et 1992, cette tendance s'accentue très nettement. Ce sont surtout les exploitations les moins performantes qui viennent grossir les rangs du groupe où le risque financier est élevé. Parmi les meilleures, la proportion d'exploitations à risque se stabilise voire diminue.

Pour comprendre ces trajectoires différenciées, nous avons comparé quatre profils «risques - performances». Les exploitations des deux classes de faibles performances économiques ont été réparties entre les groupes de risque financier nul et faible (A1) et les groupes de risque moyen et élevé (A2). Parallèlement, les exploitations des deux classes élevées de performances économiques ont été réparties entre les groupes de risque financier nul et faible (B1) et les groupes de risque moyen et élevé (B2) (tableau 5).

Tableau 3
Indicateurs clés de la performance économique

Classes de performance économique	Valeur ajoutée brute/UTA (millier de F)	Produit brut/ha SAU (millier de F)	VAB/Marge brute standard (%)
Très Faible	74	8,4	42
Faible	102	10,9	58
Moyenne	138	10,5	75
Élevée	171	13,4	90
Très Élevée	200	16,6	109
Ensemble	140	12,3	76

Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

La typologie des groupes de risque financier

Elle s'appuie sur trois ratios d'analyse de la solvabilité des entreprises agricoles : le service de la dette ramené au produit brut, l'autonomie financière et le degré de liquidité. Deux seuils de risque sont associés à chaque ratio : le premier, seuil d'alerte, est révélateur d'une fragilité dans les équilibres financiers. Le second, seuil critique, est l'attestation d'une situation financière très dégradée.

Les seuils des trois ratios de solvabilité En %

	Service de la dette* /Produit Brut	Dette totale /Actif total	Dette à court terme /Actif circulant
Seuil d'alerte	15	60	50
Seuil critique	20	80	100

* le service de la dette comprend l'ensemble des frais financiers à court, moyen et long terme et le montant du remboursement en capital des emprunts à moyen et long terme.

Chaque exploitation est affectée à un groupe de risque financier en fonction de la position des trois indicateurs par rapport aux seuils définis ci-dessus :

- Risque nul : les trois ratios sont inférieurs au seuil d'alerte,
- Risque faible : aucun des ratios ne dépasse le seuil critique, mais l'un des trois dépasse le seuil d'alerte,
- Risque moyen : un ratio dépasse le seuil critique, un autre le seuil d'alerte mais le troisième reste inférieur au seuil d'alerte,
- Risque élevé : un ratio au moins est supérieur au seuil critique et les deux autres sont supérieurs au seuil d'alerte.

Les quatre groupes de risque effectuent de façon discontinue une hiérarchisation du risque, comparable à celle réalisée par les fonctions scores, combinaison linéaire de ratios, pour la détection précoce du risque de défaillance financière.

Les exploitations à faible performance du profil (A1) ont à leur tête des agriculteurs assez âgés qui s'orientent vers des stratégies de décapitalisation progressive, investissent très peu et ont des prélèvements familiaux près de deux fois supérieurs à leur revenu. Les exploitations du profil (A2) sont les plus fragilisées. Assez proches du groupe précédent en termes de volume de production et de productivité du travail, elles ont en revanche un revenu plus faible (12 000 F contre 38 000 F), un taux d'endettement plus élevé (54 % contre 27 %) et enregistrent une baisse encore plus rapide des capitaux propres (- 12 % entre 1990 et 1992). Elles sont dirigées soit par des jeunes agriculteurs en situation très difficile, soit par des agriculteurs âgés sur une trajectoire de décapitalisation rapide des actifs de leur exploitation.

Les exploitations du profil (B1), en situation favorable sur les plans économique et finan-

cier, représentent un tiers de l'ensemble des exploitations de notre échantillon. Avec une forte productivité du travail, un résultat net élevé (174 000 F) et un taux d'endettement limité (19 %), elles poursuivent une trajectoire positive au niveau des capitaux propres (+ 11 %). Les exploitations du profil (B2), peu nombreuses, ont de grandes structures (produit brut de 738 000 F) et un taux d'endettement moyen (44 %). Elles sont dirigées par de jeunes agriculteurs qui semblent attacher une importance particulière à l'ajustement de leurs prélèvements familiaux aux revenus dégagés. L'investissement moyen annuel qui est très élevé (148 000 F), est permis par la consolidation de la situation financière initiale et par l'augmentation des capitaux propres et de l'actif total (plus de 20 % en trois ans).

Cette analyse met en évidence la rapidité avec laquelle peuvent se dégrader les équilibres financiers des exploitations à faibles

Tableau 4

Répartition des exploitations selon les groupes de risque financier et les classes de performance économique

Classes de performance économique Groupes de risque financier		Très faible	Faible	Moyenne	Élevée	Très élevée	Ensemble
Nul	1990	13 200	29 400	50 500	56 800	55 100	205 100
	1990-1992	-1 900	-2 300	-1 800	-1 500	+ 900	-6 600
Faible	1990	15 400	21 000	19 500	13 000	6 900	75 700
	1990-1992	-2 600	-2 700	-1 100	+ 1 600	-300	-5 100
Moyen	1990	20 400	20 400	16 000	7 300	2 700	66 800
	1990-1992	+ 3 600	+ 2 400	+ 2 900	0	-700	8 200
Élevé	1990	16 300	7 700	5 600	1 500	700	31 900
	1990-1992	+ 900	+ 2 400	0	-100	0	3 300
Total	1990	65 300	78 600	91 600	78 600	65 300	379 500

Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

Tableau 5

Les caractéristiques moyennes des exploitations selon la classe de performance économique et leur groupe de risques financiers en 1992

Classes de performance économique Groupes de risque financier Profils «risque - performance»	Très Faible et Faible		Élevée et Très Élevée	
	Nul + Faible <u>A1</u>	Moyen + Élevé <u>A2</u>	Nul + Faible <u>B1</u>	Moyen + Élevé <u>B2</u>
Nombre d'exploitations	69 800	74 000	132 500	11 500
Âge du chef d'exploitation (1992)	48	47	46	41
Produit brut (millier de F)	468	476	655	738
Résultat net d'exploitation (millier de F)	38	12	174	173
Prélèvements familiaux (millier de F)	72	57	155	149
Investissements nets (millier de F)	45	59	86	148
Taux d'endettement 1992 (%)	27	54	21	44
Variation capitaux propres (1990-92) (%)	- 7	- 12	+ 11	+ 22

Sources : AGRESTE - RICA constant (moyenne 1990-91-92)/INRA - Nantes

performances économiques. Elle permet aussi de rappeler que le processus de redressement des exploitations à risques financiers importants exige des niveaux élevés de performances pour être couronné de succès.

Une méthode d'analyse des trajectoires

La typologie proposée pour répartir les exploitations agricoles en classes de niveaux de performances économiques se révèle pertinente pour appréhender l'ampleur des écarts d'efficacité dans l'utilisation des facteurs de production. Elle conduit aussi à mettre en évidence des trajectoires opposées, de croissance rapide pour les exploitations à forte rentabilité et de décapitalisation pour les exploitations à rentabilité insuffisante.

Une méthode analogue, appliquée aux données de l'échantillon RICA de Bretagne et des Pays de la Loire (trois ratios et quatre classes) a été utilisée pour évaluer l'efficacité de la procédure d'aide aux agriculteurs

en difficulté sur quatre exercices consécutifs de résultats (COLSON, BRIAND, 1994). Elle montre que la séparation se fait sur des critères de trajectoire, c'est-à-dire sur l'évolution des résultats des exploitations entre le début et la fin de la période d'observation. Cette méthode permet de mettre en évidence l'effet positif de l'aide pour les exploitations à forte croissance.

Dans les années à venir, il est peu probable que la répartition des exploitations entre les différentes classes de performances économiques et de risques financiers soit profondément modifiée par les seules mesures prises dans le cadre de la réforme de la PAC (BLOGOWSKI et al.). La performance économique restera déterminante quant aux trajectoires financières poursuivies par les exploitations. Ces résultats confirment donc l'intérêt d'un suivi régulier des écarts de performance existant entre les exploitations agricoles françaises et soulignent une nouvelle fois la nécessité d'une approche prévisionnelle des risques individuels de défaillance, afin d'en limiter l'augmentation à venir.

Éléments bibliographiques

BARKAOUI A., BUTAULT J.-P., ROUSSELLE J.-M. (1991), «Les facteurs de dispersion des revenus agricoles» in AGRESTE Cahiers n° 8, Paris, décembre, pp 23-30.

BLOGOWSKI A., BOYER P., COLSON F., CHATELLIER V., DÉSARMÉNIEN D., DORIN B., (1994), «Les exploitations agricoles en difficulté financière face à la réforme de la PAC, DAFE/BEP et INRA/LEREKO» Nantes, juin, rapport d'étape, 73 p.

BLOGOWSKI A., COLSON F., (1994), «Les exploitations agricoles françaises en difficulté financière face à la réforme de la PAC» in Académie d'Agriculture juin, pp 157-175.

COLSON F., (1990), «La montée du risque financier en agriculture» in AGRESTE Cahiers n° 2, juin, pp11-19.

COLSON F., BRIAND E., (1994), «Évaluation de l'efficacité d'une procédure d'aide à des agriculteurs en difficulté» : étude des trajectoires d'exploitations de 1989 à 1992 à partir du RICA Bretagne - Pays de Loire, convention INRA - Ministère de l'Agriculture, octobre, 75 p.

COLSON F., CHATELLIER V., (1995), «Les différences de performances économiques entre les exploitations agricoles françaises» : méthode d'analyse, caractérisation et simulation des effets différenciés de la réforme de la PAC, convention INRA - DAFE, février, 105 p.

COLSON F., CHATELLIER V., ULMANN L., (1995), «Réforme de la PAC et répartition des paiements directs aux exploitations agricoles» in Économie Rurale n° 227, Paris, mai-juin, 11 p.

GUILBERT P., (1994), «La gestion financière des exploitations agricoles en 1991» in Économie Rurale n° 220-221, Paris, mars-juin, pp 74-78.

TEURLAY J. C., (1995), «Les résultats des exploitations agricoles françaises en 1993 : analyse de la diversité» in Chambres d'Agriculture n° 831, APACA - Paris, mars, pp 4-10.